

Permettez-moi d'illustrer un peu ce qui précède. Tous se souviennent que le parti libéral a reporté de novembre 1977 à février 1978 la tenue de son congrès annuel. Cette manœuvre visait à obtenir plus de temps d'antenne à l'approche des élections générales qui devaient avoir lieu au printemps, et que nous attendons encore. Le premier ministre (M. Trudeau) est apparu à la télévision à plusieurs reprises en janvier, en février et en mars. Nous savons maintenant qu'il a même mobilisé les réseaux de télévision en certaines occasions.

● (1622)

Nous avons également vu comment ils ont essayé de préparer le terrain en vue de lancer une campagne électorale. Mais le sondage qu'ils ont mené leur a montré que les Canadiens n'avaient pas mordu à l'appât. Les libéraux étaient donc en mauvaise posture. Mais qu'ont-ils décidé de faire le 10 mai? Le premier ministre a déclaré: «Il n'y aura pas d'élections ni ce printemps ni cet été. Nous ferons ce que les Canadiens veulent que nous fassions; nous nous attellerons à la tâche à la Chambre des communes et nous remettrons l'économie sur pied.» Il a ensuite continué à étudier les mêmes mesures pendant les six semaines qui ont suivi avant d'ajourner la Chambre pour la période la plus longue depuis dix ans.

Est-ce ainsi que le gouvernement accomplit le travail que les Canadiens voudraient qu'il fasse? Le gouvernement n'a pris aucune nouvelle initiative et n'a rien proposé de nouveau. Que se passe-t-il maintenant? Après le congé le plus long depuis dix ans, le gouvernement nous a présenté de la bouillie pour les chats dans le discours du trône. Le discours ne faisait que répéter ce que le gouvernement avait déclaré en août et au début de septembre, quand il a essayé d'aguicher les Canadiens en parlant d'une ère économique nouvelle, qui ne fera d'ailleurs rien pour le Canada. C'est la première fois depuis mon arrivée à la Chambre, il y a environ six ans, que le gouvernement interrompt le débat sur l'Adresse. Notre parti et le NPD lui avaient d'ailleurs demandé de le faire s'il voulait présenter de nouvelles mesures économiques ou un exposé budgétaire. Il n'a fait ni un ni l'autre, mais il a tout de même interrompu le débat.

Quelles sont les mesures inscrites ou *Feuilleton*? Deux bills concernent les paiements de transfert; un vise à modifier la loi de l'impôt sur le revenu, ce qui n'aidera aucunement l'ensemble du Canada du point de vue économique, et sept autres bills traitant de questions vraiment importantes, par exemple le bill visant à modifier la loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers et le bill tendant à abroger la loi sur l'arrangement commercial Canada-France. Il y a aussi les mesures ordinaires d'intérêt courant, mais le gouvernement n'a pas proposé une seule mesure à la Chambre en vue d'améliorer le climat économique et de permettre aux Canadiens d'améliorer quelque peu leur niveau de vie.

Le premier bill qu'il veut faire adopter, sans dire pourquoi d'ailleurs, vise à lui donner plus d'argent. Dans le bill C-7 dont nous discutons aujourd'hui, il nous demande de l'autoriser à emprunter 17 milliards de dollars, et il nous dit: «Nous ne vous dirons pas à quoi cet argent servira. Nos recettes sont insuffisantes, et nous ne pouvons même pas réunir les fonds nécessaires au Canada.»

On nous demande précisément de l'autoriser à s'adresser à l'étranger pour trouver de l'argent. Quel effet cela aura-t-il sur notre dollar à 85c? Une petite glissade de plus. Je suppose

Pouvoir d'emprunt—Loi

qu'avec une partie de l'argent qu'il a empruntée, le ministre des Finances (M. Chrétien) va se précipiter pour essayer de regonfler le dollar canadien, et qu'il va consacrer quelques centaines de millions de dollars de plus, comme il l'a fait ces derniers mois, pour soutenir un dollar qu'il a soufflé artificiellement en empruntant au printemps à l'étranger. Il va réussir ainsi à raviver l'inflation au Canada, il s'exercera à nouveau des pressions à la baisse, on relèvera encore le taux d'escompte ici, et il sera de plus en plus difficile, pour le Canadien moyen, de conserver un niveau de vie convenable.

Le gouvernement veut 7 milliards de dollars sur les 17 milliards de dollars qu'il lui faut pour terminer l'année financière, c'est-à-dire jusqu'à fin mars 1978. Si nous nous reportons au 16 mars dernier, il y a six mois à peine, voici ce que le ministre des Finances avait alors déclaré, comme le montre la page 3859 du *hansard*, à propos d'une autre demande d'autorisation d'emprunt.

L'autorisation d'emprunter encore 5 milliards prévue dans le présent bill, allée à la fraction inutilisée de l'autorisation d'emprunt de 16 milliards accordée en mars et en décembre 1977, devrait accorder suffisamment au gouvernement pour qu'il puisse satisfaire à tous ses paiements en espèces pour l'année financière 1978-1979 et, comme à l'accoutumée, se constituer une marge pour les imprévus.

Il y a six mois, le ministre déclarait donc qu'il avait tous les fonds voulus. Mais à présent une petite erreur de 7 milliards de dollars s'est glissée découvre-t-on, sans qu'il nous en dise l'origine. Il ne nous dit pas si les revenus sont en baisse ou s'il a besoin d'argent parce qu'il a dépensé quelques milliards de dollars de plus à soutenir le dollar canadien, pas plus qu'il ne nous dit s'il compte demander des crédits supplémentaires, qui feront encore augmenter le budget de deux ou trois milliards de dollars. Il a fait une erreur de 7 milliards de dollars. Il y a six mois, il disposait de tous les fonds nécessaires et maintenant il lui faut encore 7 milliards de dollars, quelle gabegie! Le gouvernement n'a pas la moindre idée de ce qu'est la gestion financière. Monsieur l'Orateur, vous qui avez une famille, allez donc gérer ainsi le budget familial et vous verrez que vous serez ruiné avant longtemps.

Je tiens maintenant à signaler une autre mesure du bill qui est unique dans les annales du Canada. Mon chef y a fait allusion tout à l'heure. Non content de vouloir emprunter 7 milliards de dollars d'ici la fin de l'année après avoir déclaré, il y a six mois à peine, qu'il avait assez d'argent pour clôturer l'année, le gouvernement ne veut même pas attendre jusqu'à l'année prochaine. Il veut en effet emprunter 10 milliards de dollars pour l'année prochaine, avant même d'avoir déposé le budget des dépenses. Celui-ci ne sera d'ailleurs pas déposé avant le mois de février ou mars 1979. Si le gouvernement déposait les documents nécessaires en nous soumettant des propositions constructives et s'il avait la délicatesse de venir demander au Parlement la permission d'emprunter un peu d'argent pour pouvoir mener à terme les projets qu'il juge importants, en expliquant qu'il est à court d'argent, le Parlement pourrait accéder à sa demande.

Mais ce qu'il nous propose, c'est d'acheter chat en poche, comme le disait si bien un ancien ministre libéral des Finances. Il veut nous persuader d'accepter de prendre un risque, il nous demande un chèque en blanc. Le plus triste, c'est que c'est la génération suivante qui devra payer cette dette à laquelle il convient d'ajouter 9.25 p. 100 d'intérêts, puisque c'est le taux actuel. Le montant de la dette va donc doubler d'ici sept ou